Réflexions sur une grève sociale à l’hiver 2015

L’idée de mener une grève étudiante conjointement avec les groupes communautaires et les syndiqué-e-s du secteur public pour lutter contre l’austérité est discutée dans les milieux militants depuis deux ans. La fenêtre qui s’ouvre pour radicaliser une partie des syndiqué-e-s par le biais d’une grève générale est une opportunité unique qu’il ne faut pas manquer. Malgré les propositions d’appeler à une escalade des moyens de pression en vue d’une grève générale illimitée en 2015 battues au congrès de l’ASSÉ le 6 avril 2013, la mise en œuvre d’une campagne contre l’austérité, où se déployaient des revendications plus larges qui permettraient notamment de rallier des groupes non-étudiants, a été unanimement accueillie. D’une part, la campagne sur l’austérité a permis d’introduire un discours radical qui venait confronter l’aspect inoffensif des coupures, compressions, déficit zéro et autres doux mots proférés par le gouvernement. Avec le travail de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics depuis les quatre dernières années, il semble que les alternatives fiscales aient également fait leur bout de chemin dans la population comme contre-discours à ce manque à gagner du gouvernement. Ce discours sur l’austérité a été repris par les syndicats eux-mêmes dans la dernière année, ce qui n’est pas sans lien avec la campagne de l’ASSÉ et valide certainement l’importance de son rôle, en tant que moteur radical des luttes de gauche au Québec. Avec la déconfiture totale des Fédérations étudiantes depuis la fin de la grève, un espace s’est ouvert pour affirmer ce leadership auprès des organisations communautaires, syndicales et des associations étudiantes (nombreuses à avoir rejoint l’organisation depuis). Dans la continuité de la lutte à l’austérité, le congrès annuel en avril dernier a voté d’orienter la campagne annuelle de l’ASSÉ en formulant un projet positif dans ce cadre austère, soit un réinvestissement dans les services publics par le biais de la mise en place d’alternatives fiscales. (Pour le procès-verbal du congrès annuel : http ://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2014/05/resume-des-mandat-congres-26-et-27-avril-2014.pdf) Avec les attaques à notre filet social qui se multiplient chaque jour, cette campagne me semble fort à propos.

Où en sommes-nous maintenant et que pouvons-nous faire pour réaliser cette grève sociale à laquelle nous aspirons? Je crois qu’il est nécessaire de se poser des questions sur les forces actuelles du mouvement, les possibilités, et les actions que nous pouvons entreprendre pour que ce projet se concrétise. Contrairement à ce que plusieurs semblent croire, se questionner sur la voie stratégique que nous voulons adopter ne relève pas d’une «bureaucratisation» du mouvement, ni d’une peur de l’échec, mais bien d’une volonté de concrétiser ces projets, de nous donner les moyens de les réaliser. Suite à de nombreuses discussions avec des camarades du mouvement étudiant et suite à quelques tentatives de former des liens avec des syndiqué-e-s du secteur public, je suis forcée de constater que nous sommes en quelque sorte «en retard» sur notre échéancier et qu’il s’agit d’un projet d’une envergure importante. Nous semblons avoir peu d’informations sur la façon dont se dérouleront les négociations ainsi que sur l’état de la mobilisation dans les syndicats locaux. En somme, il est difficile de dresser un portrait des forces en présence, parce que nous avons peu de contact avec les syndiqué-e-s en dehors du secteur de l’éducation. Pour l’instant, la seule agitation semble venir des syndicats d’enseignant-e-s de CÉGEP qui reprennent la proposition à quelques modifications près d’Alain Savard (<http://www.pressegauche.org/spip.php?article17465>). Jusqu’à maintenant, il y a les syndicats d’Ahuntsic, Édouard-Montpetit, Marie-Victorin et Limoilou qui ont pris des positions en ce sens (selon ce qu’en disent les réseaux sociaux). Il reste qu’ils ont un poids quand même minime au sein de ce front. Advenant le cas où la FNEEQ-CSN déciderait par exemple de déclencher seule une grève, ce qui impliquerait quand même de «briser les rangs» du front commun (je ne sais pas si cela s’est déjà vu), la tâche serait plus facile pour les associations étudiantes collégiales de rejoindre le mouvement de grève. Tout de même, je vois mal comment nous pouvons animer un mouvement de grève fort si nous n’avons pas d’espace d’organisation commun, j’y reviendrai. Quant aux forces actuelles de l’ASSÉ, nous étions pratiquement 50 000 en grève lors de la manifestation du 3 avril dernier, mais seuls les Cégep de Marie-Victorin et de St-Laurent faisaient partie du nombre. Or, si nous voulons avoir un rapport de force significatif, nous avons besoin de la mobilisation de quelques associations étudiantes collégiales. L’UQÀM peut bien être seule en grève, mais j’ai des doutes sur la portée d’un tel mouvement, surtout si nous voulons convaincre des syndiqué-e-s de faire le saut. Dans tous les cas, nous ne sommes pas prêt-e-s «organisationnellement» à mener une campagne de GGI. Nous n’avons aucune revendication en ce sens, aucun matériel de mob, les comités ne sont pas pleins, et peu d’associations étudiantes ont pris une position sur la possibilité d’un front social à l’hiver 2015. Bref, si nous souhaitons mettre en branle une telle campagne, il nous faudra agir rapidement.

Suite à ces constats, je crois tout de même que nous pouvons tenter notre chance, mais il faudrait peut-être diminuer nos attentes et se donner des objectifs réalisables. Notre capacité à rallier les étudiant-e-s et les syndiqué-e-s à notre projet est directement proportionnelle à la possibilité que nous avons de faire reculer le gouvernement. Après la plus grande grève étudiante du Québec et une indexation…nous n’aurons pas la tâche facile pour convaincre les masses de notre poids politique. En ce sens, je crois que nous devons compter sur notre alliance avec les enseignant-e-s comme garante de notre rapport de force. Et c’est sur cette alliance que nous devrions travailler à l’automne, sur nos campus, mais également par la mise en place d’une coalition ou d’une table de mobilisation qui rassemblerait d’abord les associations étudiantes de l’ASSÉ et les syndicats d’enseignant-e-s sur la base de quelques revendications communes. Les comités printemps 2015 que proposent l’AFESH sont un bon début pour faire les premiers contacts avec les syndiqué-e-s sur nos campus et mobiliser au local, mais si nous voulons faire prendre de l’ampleur à ce mouvement, il m’apparait nécessaire que nous mettions sur pied un espace d’organisation temporaire qui nous permettra de coordonner un plan d’action commun. La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics auraient pu servir à cette fin si nous nous étions pris à l’avance, que nous avions convaincu les autres membres d’adopter également ce projet, et que nous avions réformer les structures de la Coalition pour qu’elles puissent accueillir des syndicats locaux plutôt que les têtes dirigeantes des fédérations. Or, il me semble qu’à ce stade, il serait difficile de changer le plan d’action de la Coalition. Voilà pourquoi nous devrions plancher sur la création d’une coalition temporaire qui se baserait sur le projet de front social 2015 et dont les membres partageraient des principes communs soit le syndicalisme de combat, la démocratie directe, la diversité des tactiques, et la gratuité des services publics.

Pour ce qui est des revendications, nous devons impérativement les adopter au congrès d’automne de l’ASSÉ, car nous sommes déjà plutôt en retard dans les préparations. La principale revendication qui devrait réunir l’ensemble des groupes sociaux devrait être une révision de la fiscalité ciblant les mieux nantis, les banques et les grandes entreprises. Par exemple, rétablissement de la taxe sur le capital (nous pourrions même demander plus que le 3-4% en place avant son abolition), augmenter le taux d’imposition des entreprises, abolir le crédit d’impôt sur les gains en capital des particuliers, etc. (pour voir un portrait des alternatives fiscales que nous pouvons mettre de l’avant : <http://www.nonauxhausses.org/wp-content/uploads/DocmentCampagne-10-milliards_WEBseptembre2014.pdf>). Ces nouvelles sources de revenus serviraient d’une part à financer les demandes des syndiqué-e-s du secteur public et à réinvestir dans les services publics (Éducation, santé et services sociaux) afin d’enrayer les nouvelles tarifications (CPE, taxe-santé, etc.) et les compressions annoncées. De façon plus précise, l’ASSÉ pourrait formuler des revendications en lien avec l’éducation postsecondaire, bien que cela ne nous empêche pas d’élargir le discours à l’ensemble des services publics. De cette façon, si nous réussissons à mobiliser les cégeps et universités, nous aurons certainement un rapport de force en ce qui a trait aux revendications en éducation, pour le reste, il faudrait une mobilisation importante dans les autres secteurs. Ainsi, nous aurons des objectifs clairs en éducation pour convaincre les étudiant-e-s de rejoindre le mouvement, tout en radicalisant le discours que les centrales syndicales tiendront. En effet, même si les syndiqué-e-s n’adoptent pas notre posture d’opposition aux hausses et compressions, ils pourront néanmoins reprendre notre discours sur les alternatives fiscales lorsque les négociations achopperont, ce qui leur permettra de dépasser les têtes syndicales et la stratégie du compromis. Notre campagne de grève pourrait donc s’articuler ainsi :

Nous revendiquons une révision fiscale progressive qui cible les banques, les grandes entreprises et les mieux nanties;

Afin de financer les demandes des syndiqué-e-s du secteur public;

D’annuler les hausses de tarif en éducation, en santé et dans les services sociaux;

Et de réinvestir dans les services publics afin qu’ils soient gratuits, accessibles et de qualité

Ainsi, toutes les associations étudiantes, syndicats et groupes communautaires qui adoptent une telle campagne pourraient rejoindre la coalition. Même s’il me semble plus pertinent de travailler sur une alliance entre les étudiant-e-s et les syndiqué-e-s en éducation, cette campagne a l’avantage de rejoindre d’autres syndiqué-e-s de façon plus large et qui sait, si notre pari fonctionne, si d’autres syndicats locaux plus combattifs (ex. SÉCHUM) décideront de rejoindre le mouvement? De façon plus spécifique, nous devrions mobiliser nos campus sur des revendications en éducation, soit un réinvestissement dans les budgets d’enseignement et de services aux étudiant-e-s, une amélioration de l’aide financière aux études, un gel des frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire et le retrait de l’assurance-qualité dans les cégeps.

Quant au plan d’action, nous devrions dans un premier temps, à l’automne, faire adopter cette campagne dans les assemblées générales et organiser des mobilisations locales intersyndicales sur les campus. Il faudrait aussi définir au congrès d’automne de l’ASSÉ les modalités de création d’une coalition temporaire intersyndicale et préparer la première rencontre. Dans un deuxième temps, il nous faudrait préparer les assemblées de grève générale dans les associations étudiantes qui seront plus susceptibles de rentrer en ggi, et mobiliser pour une journée de grève, pour la manifestation nationale, pour les autres. En ce sens, il faudrait également mandater le conseil exécutif de l’ASSÉ d’organiser conjointement avec les Coalitions une manifestation nationale, début avril, moment à partir duquel les syndiqué-e-s du front commun pourront aussi déclencher la grève. Ainsi, si les syndiqué-e-s dans les cégeps et universités écartent cette possibilité de grève générale, il leur sera toujours possible de tenir une journée de grève, qui si elle est un succès, risque peut-être de faire effet domino pour la suite des choses.